

C . R . E . T . A .

Chambre Régionale des Experts-Traducteurs Assermentés d'Alsace
CRETA – B.P. 50204 – 67022 STRASBOURG CEDEX 1 – TEL 03 88 79 35 00
WWW.CRETA-FRANCE.COM

INTERVENTION

de Georges MOUKHEIBER

président de la CRETA

au congrès d'ANVERS le 27 novembre 2009

Je représente la Chambre Régionale des Experts Traducteurs Assermentés d'Alsace en France, plus connue sous le nom CRETA.

La CRETA a été fondée en 1998 dans le but de regrouper les traducteurs interprètes en Justice ayant la qualité d'experts judiciaires conformément au droit français.

Pour cette intervention, j'ai collaboré avec Harm DIEPENBROEK, trésorier de notre groupe, qui a bien voulu m'accompagner à ce congrès. Nous nous sommes efforcés de refléter l'opinion de notre association qui représente actuellement une des organisations les plus importantes de traducteurs interprètes en Justice en France, malgré son statut régional.

Nous sommes reconnaissants à l'Ecole Supérieure LESSIUS et tout particulièrement à Monsieur Erik HERTOOG qui, avec son équipe, a bien voulu prendre en charge cette géante manifestation et qui a bien voulu nous compter parmi les participants.

Dans notre intervention, nous avons choisi d'exposer la situation des traducteurs interprètes en Justice en France qui, à nos yeux, n'a rien de satisfaisant dans les conditions actuelles.

En France, il serait hasardeux de parler de statut de traducteurs interprètes en justice quand on dénombre 5 listes distinctes à l'usage des tribunaux :

1. liste des experts traducteurs interprètes près la cour de cassation ;
 2. liste des experts traducteurs interprètes près la cour d'appel ;
 3. liste des traducteurs interprètes instituée par le décret n°2005-214 du 3 mars 2005 ;
 4. liste des traducteurs interprètes entrant dans le champ d'application de l'article 122-1 du CPP (enfin supprimée en 2008) ;
 5. liste des traducteurs interprètes assermentés près les TGI d'Alsace-Moselle instituée par l'ordonnance impériale du 13 juin 1903 ;
- ceci outre l'usage permanent, par certains services de police, de traducteurs interprètes quasi attitrés qui ne figurent sur aucune liste.

En fait, la loi du 29 juin 1971 a institutionnalisé le corps des traducteurs interprètes en Justice en les intégrant dans le statut des experts judiciaires. Cette loi a été modifiée par la loi du 11 février 2004 avec son décret d'application du 23 décembre 2004 qui instaure, notamment, une formation annuelle obligatoire et la réinscription quinquennale. Toutefois ni la loi ni le décret ne prévoient le moindre test du candidat, encore moins un entretien avec le candidat, si bien que les cours d'appel ont parfois inscrit sur leurs listes, en qualité d'experts judiciaires, des traducteurs qui ne maîtrisent pas la langue française.

Outre ces aberrations, certains services de police font régulièrement appel à des interprètes de fortune, en s'abritant derrière la rubrique 3.1 de la circulaire de la direction des affaires criminelles et des grâces du 10 janvier 2002 qui permet, notamment, aux services de police d'avoir recours à des traducteurs non assermentés et qui n'ont pas à être assermentés selon les termes-mêmes de cette circulaire.

Ce que la CRETA a toujours proposé :

- 1) suppression de toutes les listes pour ne garder que les listes des cours d'appel et de la cour de cassation ;
- 2) tout candidat à l'inscription sur la liste devra avoir un entretien avec un magistrat, ne serait-ce que pour évaluer sa connaissance de la langue française ;
- 3) remise en cause, sur le fond, de la rubrique 3.1 de la circulaire de la direction des affaires criminelles et des grâces du 10 janvier 2002 qui permet, notamment pour les gardes à vue, d'avoir recours à des traducteurs ou interprètes non assermentés ;
- 4) le Code de Procédure Pénale autorise l'assermentation ad hoc, celle-ci ne doit pas être la règle mais l'exception tant pour les tribunaux que pour les services de police ; le procès-verbal devant mentionner les raisons qui ont motivé l'assermentation ad hoc (La motivation est réellement prévue dans la Code de Procédure Pénale, mais son application n'est malheureusement pas toujours observée).

En conséquence, nous demandons à l'assemblée de prendre en considération nos propositions et de déclarer solennellement que l'utilisation de traducteurs interprètes non qualifiés constitue une violation du droit justifiant amplement l'annulation de la procédure.

Notre présente intervention, qui constitue en quelque sorte un appel au secours de notre part, vise à obtenir un rappel à l'ordre de la part d'une organisation reconnue à l'échelon européen, car tous les moyens que nous avons mis en œuvre pour l'utilisation de traducteurs qualifiés, plus particulièrement dans le cadre de la garde à vue ont abouti à l'échec.

Ainsi qu'il a été annoncé à plusieurs reprises, à l'occasion de la création de l'EULITA (European Legal Interpreters and Translators Association) au cours de ce congrès, que celle-ci n'est pas faite pour s'immiscer dans l'organisation judiciaire des différents Etats européens. Ceci est tout à fait juste et nous l'approuvons. Toutefois nous sommes convaincus que l'EULITA doit avoir la vocation d'intervenir en tout ce qui touche aux droits de l'Homme.

Dans la situation que nous venons d'exposer, nous avons surtout voulu démontrer, que l'utilisation d'interprètes traducteurs non qualifiés constitue une violation du droit et justifie amplement l'annulation de la procédure.

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est parce que nous avons placé nos espoirs en l'EULITA, à laquelle nous souhaitons un bon départ et à laquelle nous adhérons bien volontiers, tout en espérant qu'elle atteindra les objectifs fixés dans l'intérêt de la Justice.

Pour la CRETA,
Georges MOUKHEIBER